



RETRAIT DES PAYS DE L'AES DE LA CEDEAO : Analyse théorique des conséquences macroéconomiques

Etienne Fakaba Sissoko¹, Tahirou TANGARA², Khalid DEMBELE³

¹ Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales du Mali (CRAPES), Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB), Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
<https://orcid.org/0009-0005-9538-5912>

² Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB), Mali, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG). Laboratoire CURES

³ Institut Supérieur des Techniques Économiques, Comptables et Commerciales (INTEC-SUP). Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali.

Résumé : Cette étude examine les conséquences économiques théorique, politiques et sociales du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) - Mali, Burkina Faso et Niger - de la CEDEAO. Utilisant une méthodologie mixte, nous avons combiné l'analyse quantitative à travers des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), le modèle de Solow-Swan et la théorie keynésienne, avec une enquête qualitative incluant 30 interviews d'experts. Nos résultats révèlent que le retrait a eu des impacts négatifs sur le commerce, l'investissement et la demande globale dans ces pays, exacerbant les défis économiques et sociaux existants. Malgré des signes de résilience dans certains secteurs, comme l'or et les télécommunications au Mali, les incertitudes politiques et les sanctions économiques continuent de peser lourdement. Notre étude contribue à la littérature en fournissant une analyse approfondie des répercussions macroéconomiques et socio-politiques du retrait de la CEDEAO, mettant en lumière les défis et opportunités pour les politiques économiques et la gouvernance dans la région du Sahel.

Mots-Clés : CEDEAO ; AES ; Sahel ; Sanctions Économiques ; UEMOA ; Monnaie.

JEL Classification : F33 – F15 – O55 – Q17 – H12

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.10877864>

Published in: Volume 3 Issue 2



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Le 16 septembre 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, confrontés à des instabilités politiques et sécuritaires croissantes, ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES), une démarche visant à contrer les menaces terroristes et renforcer la coopération militaire. Cette initiative a été suivie, le 28 janvier 2024, par un acte sans précédent : leur retrait collectif de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en réaction à des sanctions économiques imposées par cette dernière en réponse à des coups d'État successifs. Cette décision a eu des répercussions significatives, accentuant les défis économiques et sociaux internes et exacerbant les tensions régionales. Le retrait a non seulement perturbé les échanges commerciaux mais a également aggravé la volatilité économique dans ces pays, déjà en proie à des vulnérabilités multiples (DW, 2023; Al Jazeera, 2023; Hutton, 2023; Walther, 2024).

Face à ce contexte tumultueux, cet article se propose d'analyser les conséquences macroéconomiques potentielles du retrait de ces pays de la CEDEAO, dans un cadre marqué par des régimes militaires, des sanctions économiques régionales, et une instabilité sécuritaire accrue. S'appuyant sur des modèles d'analyse économique variés, dont les Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), le modèle de Solow-Swan et le modèle keynésien, notre étude offre une perspective exhaustive et nuancée des répercussions économiques potentielles de ce retrait sur la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest. L'objectif principal de cette recherche est d'examiner les implications macroéconomiques du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et leur influence sur la dynamique économique régionale en Afrique de l'Ouest. Nous posons la question suivante : *Quelles sont les conséquences macroéconomiques du retrait de l'AES de la CEDEAO, et comment ces conséquences affectent-elles la stabilité économique et politique des pays concernés ainsi que la dynamique régionale ?*

Cette étude apporte une contribution significative à la littérature existante en fournissant une analyse approfondie des impacts du retrait d'une union économique régionale sur les pays en développement, un sujet peu exploré jusqu'à présent. En intégrant des analyses qualitatives et quantitatives, cet article enrichit la compréhension des dynamiques économiques régionales en contexte de crises politiques et sécuritaires.

La structure de l'article est conçue pour faciliter une compréhension globale du sujet, en débutant par une revue de la littérature pertinente, suivie de l'élaboration d'un cadre théorique solide et de la formulation d'hypothèses de recherche. Nous détaillons ensuite la méthodologie adoptée, incluant à la fois des analyses quantitatives et qualitatives, pour enfin présenter et discuter nos résultats. La conclusion synthétise les principaux enseignements de l'étude et propose des orientations pour des recherches futures, offrant ainsi une contribution globale à la compréhension des phénomènes étudiés.

2. Revue de Littérature

2.1. Synthèse des travaux antérieurs sur la CEDEAO et les impacts macroéconomiques

La littérature académique offre un spectre varié d'analyses concernant les implications économiques du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Parmi ces travaux, l'analyse de Sissoko et al. (2024) se démarque par son examen exhaustif des conséquences post-retrait sur les structures économiques et financières des nations impliquées. Cette étude met en relief les défis et opportunités nés du retrait, en se penchant sur les répercussions sur le commerce international, la stabilité macroéconomique, et les dynamiques régionales, fournissant ainsi une base multidimensionnelle pour comprendre les effets globaux de cette décision.

Kouassi et Jean (2024) approfondissent l'efficacité du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO et son rôle crucial dans la diversification des exportations des pays membres, offrant ainsi une perspective

pertinente sur les stratégies commerciales régionales à l'aune du retrait de l'AES. Dans un contexte similaire, Kohnert (2024) examine l'impact de l'exportation de terres rares vers l'Union Européenne, soulignant la signification des politiques commerciales et économiques régionales.

Mignamissi (2018) explore les conséquences d'une monnaie unique et de l'intégration de marché sur la CEDEAO et la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), offrant un cadre d'analyse pour évaluer les impacts monétaires du retrait. Diaw et Guidime (2013) contribuent à cette analyse en examinant les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de la CEDEAO, éclairant sur les conséquences potentielles du retrait sur les investissements régionaux.

L'étude d'Adepoju (2009) se concentre sur les implications du retrait sur la mobilité humaine et les flux migratoires dans le cadre du protocole de libre circulation de la CEDEAO. De même, Ouédraogo, Koté et Sorgho (2015) investiguent la mobilité des capitaux, un aspect fondamental pour saisir les répercussions financières du retrait.

Sissoko et Dembele (2023) apportent une perspective unique sur les conséquences des sanctions économiques de la CEDEAO en 2022, notamment sur l'endettement et la stabilité macroéconomique du Mali. Traoré (2024), quant à lui, étudie la représentation des organisations internationales au Mali dans un contexte de crise, offrant une compréhension approfondie des enjeux politiques et économiques internationaux.

Enfin, Sebego et Gbaguidi (2020) explorent la coopération économique entre les pays de la CEDEAO et l'Union du Maghreb Arabe (UMA), tandis que Mezene et Echkoundi (2019) discutent de l'intégration économique dans le contexte d'une monnaie unique, élucidant davantage les implications du retrait de l'AES.

Cette revue de littérature, en intégrant des critiques et des perspectives diverses, ainsi qu'en mettant en contexte le retrait de l'AES par rapport à d'autres cas similaires, enrichit significativement la compréhension des impacts macroéconomiques de cette décision. Elle met en lumière non seulement les défis immédiats mais aussi les opportunités de redéfinition des politiques économiques et commerciales des pays concernés, dans leur quête de stabilité et de développement durable.

2.2. Théories économiques et modèles d'analyse

L'analyse des répercussions du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO s'appuie sur plusieurs cadres théoriques et modèles d'analyse économique. Premièrement, la Théorie des Zones Monétaires Optimales (ZMO), initialement proposée par Mundell (1961), est essentielle pour comprendre les implications monétaires du retrait. Cette théorie stipule que pour qu'une zone monétaire soit optimale, elle doit présenter des caractéristiques telles que la mobilité du travail, l'ouverture financière, et la similitude des cycles économiques entre ses membres. L'application de cette théorie au contexte du retrait de l'AES permet d'explorer les défis et opportunités de la création d'une union monétaire propre ou du maintien dans l'UEMOA.

La Théorie de l'Intégration Régionale, développée par Balassa (1961), offre un cadre pour analyser les impacts du retrait sur le commerce et l'intégration économique. Cette théorie distingue plusieurs niveaux d'intégration, du simple espace de libre-échange à l'union économique complète. Elle souligne l'importance des effets de création et de détournement de commerce qui résultent de l'intégration économique ou de son absence.

Les Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) et le Modèle de Solow-Swan sont également employés pour simuler les effets économiques du retrait sur les économies des pays concernés. Les MEGC permettent d'analyser comment les différentes variables économiques interagissent dans un système clos, tandis que le modèle de Solow-Swan, centré sur l'accumulation de capital, le progrès technologique, et la croissance démographique, aide à comprendre les implications à long terme sur la croissance économique.

La théorie keynésienne, mettant l'accent sur l'importance de la demande globale pour la dynamique économique, est appliquée pour évaluer les répercussions à court terme du retrait, notamment en termes d'emploi, d'investissement et de consommation.

2.3. Lacunes identifiées et justification de l'étude

Bien que la littérature existante offre des insights précieux sur les conséquences économiques, politiques et sociales du retrait de la CEDEAO, plusieurs lacunes demeurent. Premièrement, une analyse intégrée des effets multidimensionnels du retrait, qui combine les perspectives monétaires, commerciales, d'investissement et sociales dans une approche holistique, fait défaut. Deuxièmement, il existe une insuffisance de travaux se concentrant sur les stratégies adaptatives et les opportunités émergentes spécifiques aux économies de l'AES dans le cadre du retrait.

De plus, bien que certains modèles économiques aient été appliqués au contexte des pays de la CEDEAO, peu d'études ont exploré en profondeur les implications de ces modèles pour la formulation de politiques économiques post-retrait adaptées aux réalités spécifiques de l'AES. En outre, l'impact du retrait sur les dynamiques de coopération régionale et les nouvelles configurations géopolitiques dans la région de l'Afrique de l'Ouest reste sous-examiné.

Cette étude vise donc à combler ces lacunes en proposant une analyse complète et intégrée des conséquences économiques du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO. Elle justifie son importance par la nécessité d'offrir des orientations stratégiques aux décideurs politiques, d'éclairer les communautés académiques et de recherche sur les dynamiques économiques post-retrait, et de contribuer à la formulation de politiques économiques résilientes et adaptatives pour les pays de l'AES. En s'appuyant sur une combinaison de théories économiques et de modèles d'analyse, cette recherche aspire à offrir une perspective enrichie et nuancée des défis et opportunités qui se présentent dans le sillage de cette transformation régionale significative.

3. Cadre Théorique et Hypothèses

La compréhension des implications macroéconomiques du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO nécessite une approche théorique multidisciplinaire. Cette section détaille les cadres théoriques et les hypothèses de recherche qui sous-tendent notre analyse.

3.1. Théorie des Zones Monétaires Optimales (ZMO)

Proposée par Robert Mundell dans les années 1960, la Théorie des Zones Monétaires Optimales (ZMO) offre un cadre pour évaluer la pertinence d'une zone monétaire commune pour différents pays. Selon Mundell, pour qu'une union monétaire soit optimale, elle doit réunir des économies ayant des cycles économiques synchronisés, une mobilité élevée du travail et du capital, et une flexibilité des prix et des salaires. Dans le contexte du retrait de l'AES de la CEDEAO, cette théorie nous permet d'interroger la viabilité et les bénéfices d'une potentielle union monétaire propre à l'AES, ainsi que les défis d'une telle initiative en termes de convergence économique et de coordination politique.

3.2. Théorie de l'Intégration Régionale

La théorie de l'intégration régionale, développée par Bela Balassa, identifie plusieurs étapes de l'intégration économique, allant d'une zone de libre-échange à une union économique et monétaire complète. Cette théorie souligne les bénéfices de l'intégration, tels que l'accroissement du commerce et de l'efficacité économique, mais aussi ses coûts, notamment la perte de souveraineté politique. L'application de cette théorie à l'étude du retrait des pays de l'AES permet d'examiner les impacts de cette décision sur l'intégration régionale et les relations commerciales intra et extra-régionales.

3.3. Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC)

Les Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) sont des outils analytiques qui simulent l'économie d'une région ou d'un pays en tant que système d'équations interdépendantes, permettant d'évaluer les effets de divers scénarios politiques ou économiques. Ces modèles seront utilisés pour analyser les conséquences macroéconomiques spécifiques du retrait de l'AES de la CEDEAO, en évaluant les impacts sur le PIB, le commerce, l'investissement, et la répartition des ressources.

3.4. Modèle de Solow-Swan et Théorie Keynésienne

Le modèle de Solow-Swan, un pilier de la théorie de la croissance économique, se concentre sur l'accumulation de capital, le progrès technologique, et la croissance de la population comme moteurs de la croissance à long terme. Combiné à la théorie keynésienne, qui met l'accent sur le rôle de la demande globale et des politiques gouvernementales dans la dynamique économique à court terme, ce cadre théorique permet d'aborder les effets immédiats et à long terme du retrait sur les économies des pays de l'AES.

3.5. Hypothèses de recherche dérivées

En adéquation avec notre problématique et les objectifs de notre étude sur le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO, les hypothèses suivantes sont formulées, en se fondant sur le cadre théorique et la revue de la littérature :

- **(H1)** : Le retrait de la CEDEAO pourrait entraîner une diminution significative des échanges commerciaux pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette hypothèse s'aligne sur les analyses de Kouassi et Jean (2024) concernant l'impact du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO sur le commerce régional.
- **(H2)** : La sortie de la CEDEAO favoriserait potentiellement une plus grande autonomie économique et politique pour ces pays, leur permettant de concevoir des politiques économiques plus alignées avec leurs réalités spécifiques, comme observé par Mignamissi (2018) dans ses études sur l'intégration économique et monétaire en Afrique.
- **(H3)** : Le retrait de ces pays de la CEDEAO pourrait provoquer une instabilité économique accrue, marquée par une hausse de l'endettement et une détérioration de la stabilité macroéconomique, en s'appuyant sur les conclusions de Sissoko & Dembele (2023) sur les impacts des sanctions économiques de la CEDEAO.
- **(H4)** : L'instabilité sécuritaire dans la région du Sahel, aggravée par le retrait de la CEDEAO, pourrait impacter négativement les investissements directs étrangers et le développement économique, une perspective étayée par les recherches de Diaw et Guidime (2013).
- **(H5)** : Le retrait de la CEDEAO pourrait engendrer une augmentation du commerce informel et des activités économiques non réglementées parmi les pays de l'AES, due à une diminution de la régulation commerciale et des contrôles aux frontières. Cette hypothèse se baserait sur l'idée que la réduction de la coopération économique formelle peut entraîner une hausse des échanges informels (Rodrik, 2011), perturbant ainsi les structures économiques de ces pays.
- **H (H6)** : Le retrait de la CEDEAO pourrait stimuler des initiatives de coopération économique et sécuritaire avec des acteurs internationaux, tels que les pays BRICS ou des organisations internationales, entraînant un possible réalignement géopolitique et économique des pays de l'AES (Acemoglu & Robinson, 2012).

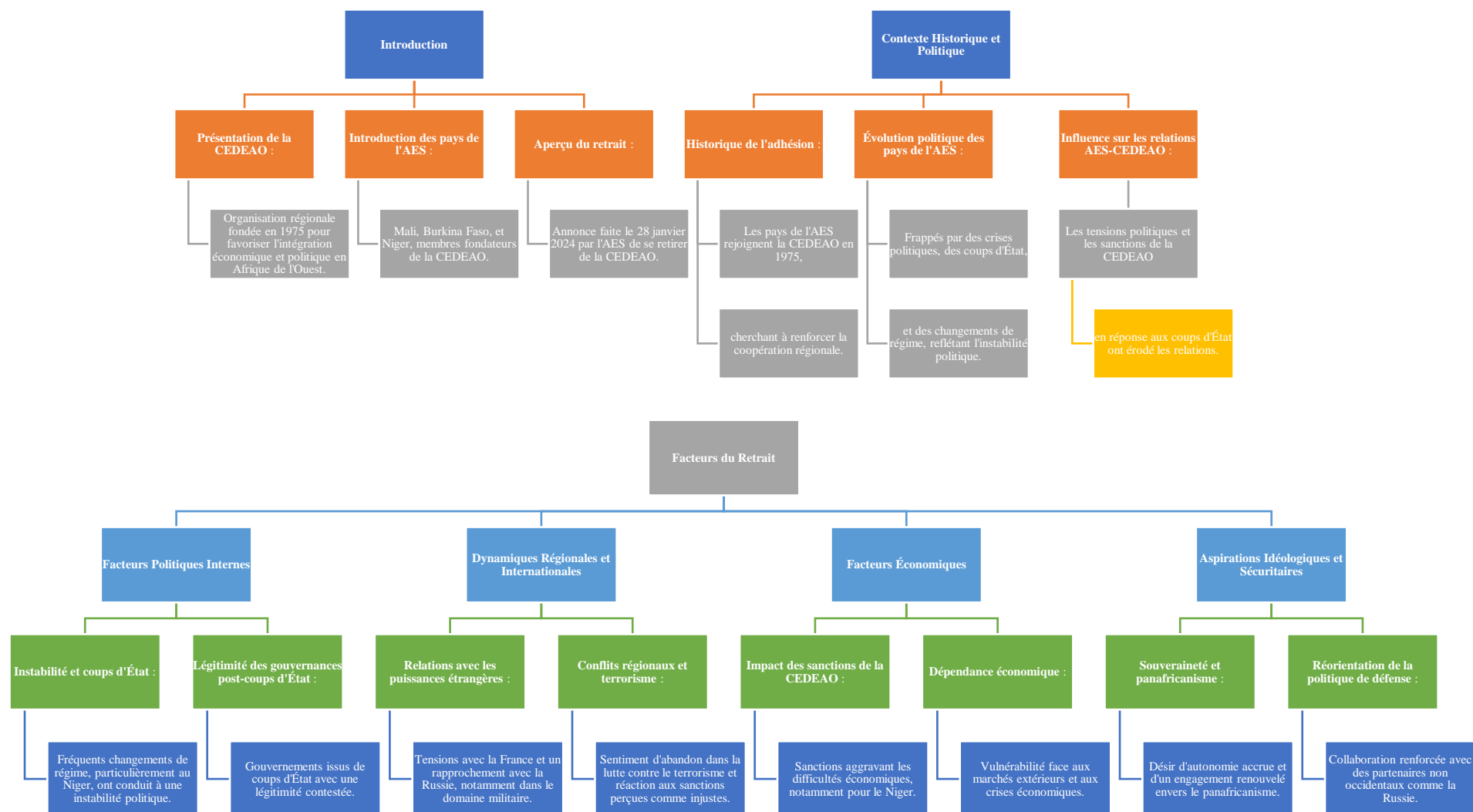


Figure 1 : Schéma conceptuel du contexte politique et économique du retrait

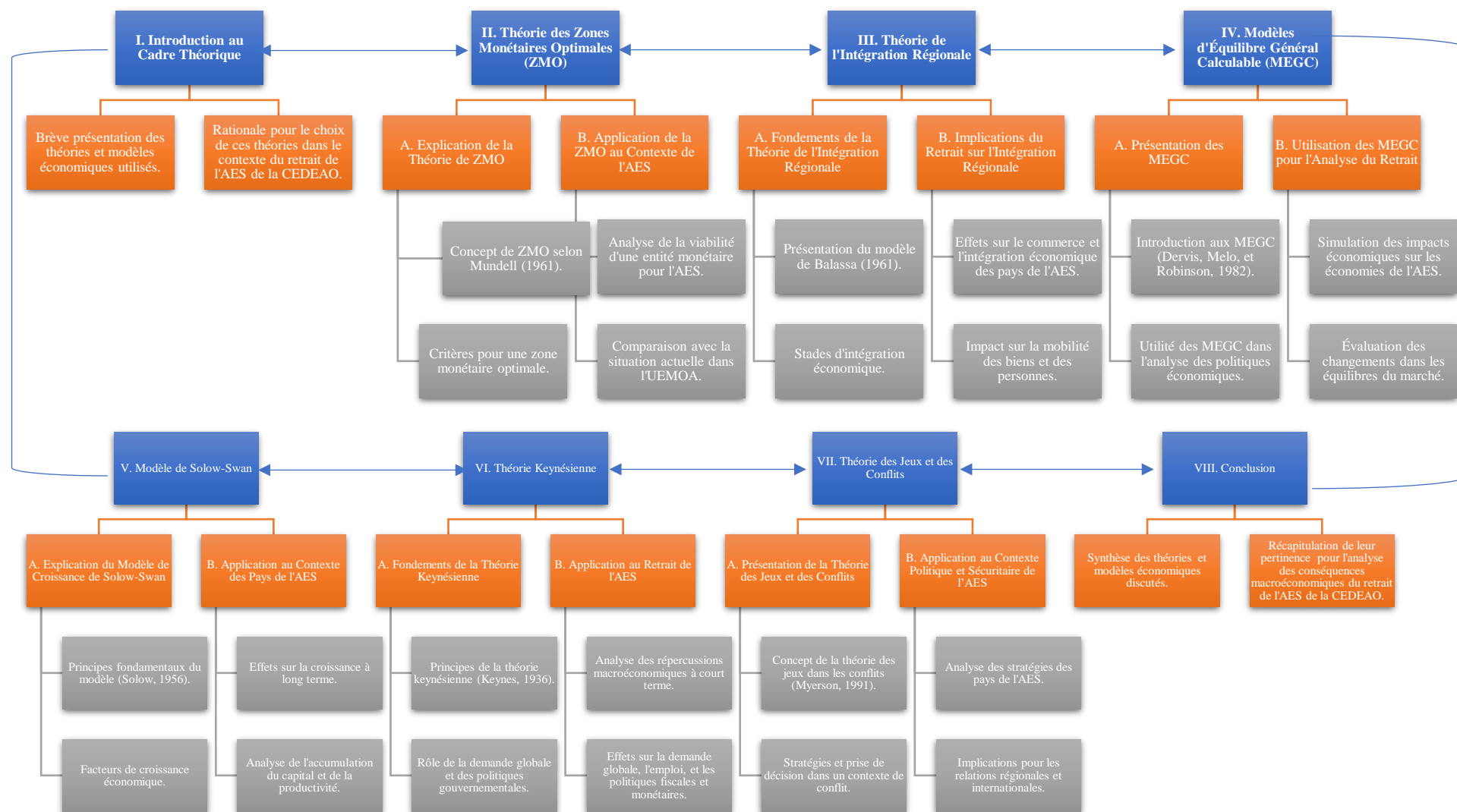


Figure 2 : Schéma Conceptuel et implications des théories mobilisées

4. Méthodologie

4.1. Approche analytique

Notre étude adopte une méthode mixte, alliant analyses quantitatives et qualitatives. Nous utilisons des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) pour simuler l'impact économique du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO. Parallèlement, le modèle de Solow-Swan et le modèle keynésien apportent une compréhension approfondie des dynamiques économiques. En complément, nous réalisons des entretiens qualitatifs avec 30 experts, dont des acteurs de la société civile, des experts en sécurité régionale, et des représentants du secteur privé, pour enrichir notre analyse (Creswell, 2013).

4.1.1. Analyses Qualitatives

Des entretiens qualitatifs sont menés avec 30 experts pour compléter l'analyse quantitative avec des perspectives contextuelles et des insights approfondis.

Intégration des Modèles dans l'Analyse

Tableau 2 : Échantillon de l'enquête qualitative

Codification	Domaine d'Intervention	Nombre	Durée
E1 - E8	Cadres Ministériels	8	2h
E9 - E10	Anciens Premiers Ministres	2	3h
E11 - E12	Anciens Ministres Économie	2	2.5h
E13 - E16	Opérateurs Économiques	4	1.5h
E17 - E20	Experts Économistes	4	2h
E21 - E30	Acteurs Société Civile, Sécurité, Secteur Privé	10	2h
Total		30	61h

Source : Auteurs, 2024

4.1.2. Analyses Quantitatives

Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC): Ces modèles simulent les interactions entre différents secteurs de l'économie pour prédire les impacts macroéconomiques. La Formule de base MEGC se présente comme suit :

$$\text{Maximiser } U = \sum c_i \ln(x_i)$$

Où U représente l'utilité, c_i la préférence pour le bien i , et x_i la quantité consommée du bien i . Cette formule simplifiée illustre comment les MEGC peuvent être utilisés pour modéliser les décisions des consommateurs dans l'économie.

Modèle de Solow-Swan: Axé sur l'accumulation de capital, le progrès technologique, et la croissance démographique comme moteurs de la croissance économique. **Formule du Modèle de Solow-Swan:**

$$Y_t = K_t^\alpha (A_t L_t)^{1-\alpha}$$

Ici, Y_t est le produit total, K_t le stock de capital, A_t le niveau de technologie, L_t la quantité de travail, et α l'élasticité de la production par rapport au capital.

Modèle Keynésien: Met en lumière l'importance de la demande globale pour la croissance économique et l'emploi. **Formule Keynésienne de la demande globale:**

$$Y = C + I + G + (X - M)$$

Où Y est le revenu national, C la consommation, I l'investissement, G les dépenses gouvernementales, X les exportations et M les importations.

4.2. Justification des modèles théoriques

Nous avons choisi les MEGC, le modèle de Solow-Swan, et le modèle keynésien pour leur aptitude à analyser les interactions économiques, la croissance à long terme, et l'impact des politiques fiscales et monétaires. Ces modèles offrent une analyse complète des effets sur le commerce, l'investissement, et les flux financiers, tout en prenant en compte les réalités socio-économiques (Yin, 2003; Field, 2009).

4.3. Limites et Triangulation

Bien que robuste, notre méthodologie a des limites. Les MEGC peuvent ne pas saisir pleinement les dimensions non économiques et les facteurs exogènes. La subjectivité inhérente aux entretiens qualitatifs est atténuée par une triangulation rigoureuse des sources (Braun & Clarke, 2006). Nous adressons les limites de notre méthodologie par une triangulation des données, combinant résultats quantitatifs et qualitatifs pour une compréhension holistique des impacts du retrait.

4.4. Scénarios et Perspectives

Nous intégrons également des scénarios divers pour explorer différentes trajectoires potentielles suite au retrait de la CEDEAO. Cette approche nous permet d'anticiper une gamme de conséquences économiques et politiques, enrichissant ainsi notre compréhension du sujet.

Cette méthodologie élargie et holistique permet une exploration exhaustive et nuancée des répercussions du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, reflétant la complexité et la multi-dimensionnalité de cette question.

Modèle Auteurs/Année	Explications	Fondements Théoriques	Principes	Formules/Modélisation
Modèle d'Équilibre Général Calculable (MEGC) Diversément développé	Simule l'interaction entre divers secteurs de l'économie et leurs impacts macroéconomiques.	Théorie néo-classique, avec des extensions pour inclure des aspects tels que l'imperfection des marchés et des politiques gouvernementales.	Équilibre marché : Équilibre entre offre et demande dans divers marchés, ajustement des prix pour atteindre cet équilibre.	Utilisation de formules mathématiques pour représenter le comportement des agents et les interactions sectorielles.
Modèle de Solow-Swan Solow (1956), Swan (1956)	Modélise la croissance économique en se focalisant sur l'accumulation de capital, le progrès technologique et la croissance démographique.	Théorie de la croissance néo-classique, considérant l'épargne, l'investissement et le progrès technologique comme déterminants de la croissance.	Épargne, investissement, technologie : Équilibre de long terme avec des taux de croissance stables, déterminés par les taux d'épargne, de croissance démographique et de progrès technologique.	$Y_t = K_t^\alpha (A_t L_t)^{1-\alpha}$ où Y est le produit, K le capital, L le travail, A le niveau de technologie, et α l'élasticité de la production par rapport au capital.
Modèle Keynésien Keynes (1936)	Met l'accent sur la demande globale comme moteur principal de la croissance économique et de l'emploi.	Théorie macroéconomique soulignant l'importance des dépenses publiques, de l'investissement et de la consommation pour stimuler l'économie.	Dépenses publiques, consommation, investissement : Rôle central de l'État dans la régulation de l'économie, importance des stimuli fiscaux et monétaires.	$Y = C + I + G$ où Y est le produit national brut, C la consommation, I l'investissement, G les dépenses gouvernementales.

Tableau 3 : Récapitulatif des Modèles Économiques

5. Résultats des analyses

5.1. De la démarche de l'analyse

Cette section, dans une démarche prospective, vise à éclairer les potentielles conséquences macroéconomiques du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) - Mali, Burkina Faso et Niger - de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). synthétise les données recueillies et les analyses effectuées, offrant une vue d'ensemble des impacts économiques, sociaux et politiques induits par cette décision significative.

Notre approche méthodologique est fondée sur un cadre mixte, intégrant à la fois des analyses quantitatives et qualitatives pour assurer une compréhension complète des dynamiques en jeu. Du côté quantitatif, nous avons employé des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), le modèle de Solow-Swan, et des principes keynésiens pour simuler et analyser les impacts économiques du retrait sur les économies des pays concernés. Ces modèles nous ont permis d'examiner des aspects tels que les échanges commerciaux, l'investissement, l'emploi, et la politique fiscale et monétaire dans un contexte post-retrait (Dervis, Melo, et Robinson, 1982; Solow, 1956; Keynes, 1936).

En complément, notre analyse qualitative repose sur des entretiens approfondis menés auprès de 30 experts, y compris des économistes, des cadres de départements ministériels, d'anciens Premiers Ministres, d'anciens Ministres de l'Économie et des Finances, d'opérateurs économiques multinationaux, et d'autres acteurs clés. Cette approche qualitative vise à enrichir nos résultats quantitatifs en offrant des perspectives contextuelles et approfondies sur la situation actuelle et future des pays de l'AES (Creswell, 2013).

Cette section se propose donc de présenter une analyse intégrée, tirée de cette combinaison méthodologique, pour apporter des éclaircissements sur les répercussions multiples du retrait de la CEDEAO. Elle offre un aperçu détaillé des résultats obtenus, mettant en lumière les défis et opportunités que ce retrait représente pour les pays de l'AES, dans un contexte régional et international en évolution constante.

5.2. Résultats des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC)

5.2.1. Impact Global sur le Commerce International et le PIB

L'application des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) a révélé des impacts significatifs sur le commerce international et le PIB des pays de l'AES suite à leur retrait de la CEDEAO. Les simulations indiquent une réduction notable des échanges commerciaux, affectant diversement les secteurs économiques clés de ces pays. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, les exportations et les importations se sont traduites par un ralentissement de la croissance économique, exacerbé par les sanctions économiques et la fermeture des frontières (Banque mondiale, 2023; Kouassi et Jean, 2024).

5.3. Analyse Sectorielle Spécifique

5.3.1. Niger

L'économie du Niger, caractérisée principalement par son secteur agricole, subit des impacts considérables. Les modélisations réalisées à l'aide de Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) indiquent une contraction notable des exportations agricoles et une diminution des activités industrielles, en particulier dans les secteurs de l'uranium et du pétrole brut. Cette situation est exacerbée par les sanctions commerciales et financières, qui ont provoqué un déclin de l'investissement privé et une raréfaction des liquidités dans le secteur bancaire, affectant de ce fait la croissance économique globale (Diaw et Guidime, 2013). Ainsi, une réorientation de la politique économique vers la diversification économique et la stimulation de l'investissement domestique semble impérative pour pallier ces défis (Mignamissi, 2018).

Face aux sanctions économiques imposées depuis juillet 2023, la prévision antérieure de la Banque mondiale, tablant sur une croissance du PIB de 7,0% pour l'année 2023, paraît désormais trop optimiste. Le Niger, déjà aux prises avec des défis tels que l'insécurité et le changement climatique, est confronté

à une baisse substantielle de son commerce extérieur, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'uranium et du pétrole. La diminution de l'investissement privé et de la liquidité bancaire aggrave ces problèmes et freine la croissance économique globale.

Dans ce contexte, la résilience et l'adaptabilité économique du Niger s'avèrent cruciales pour surmonter ces obstacles. Il est essentiel de diversifier l'économie, favorisant ainsi l'investissement domestique et l'exploration de nouveaux marchés pour compenser les pertes engendrées par le retrait de la CEDEAO. Les simulations MEGC soulignent la nécessité d'adopter une politique économique souple et robuste, capable de s'ajuster aux conditions changeantes et d'exploiter les secteurs à fort potentiel de croissance. Cela inclut, notamment, l'optimisation des investissements pétroliers prévus pour 2024, envisagés comme un moteur de croissance (Banque mondiale, 2023; Diaw et Guidime, 2013; Mignamissi, 2018). Ces perspectives suggèrent que, malgré les défis présents, le Niger possède la capacité de maintenir une croissance économique positive et de gérer efficacement sa dette publique et son déficit budgétaire. Néanmoins, la réalisation de ces objectifs dépendra étroitement de la mise en œuvre de réformes économiques pertinentes et de la capacité du pays à s'adapter à un environnement régional et international en constante évolution.

5.3.2. Mali

Au Mali, l'application de Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) révèle des défis économiques notables, malgré une croissance modeste du Produit Intérieur Brut (PIB). En 2022, le Mali a enregistré une croissance du PIB de 3,7%, toutefois marquée par une inflation élevée de 9,7%. Cette situation économique est complexe, caractérisée par un déficit budgétaire légèrement accru à 5,0% du PIB et une dette publique stabilisée à 49,9% du PIB.

Le secteur de l'or et des télécommunications a démontré une résilience particulière, compensant partiellement les effets négatifs des sanctions de la CEDEAO. Néanmoins, l'augmentation des coûts de financement et l'incertitude politique ont limité les investissements, exerçant ainsi une pression négative sur la demande globale et la croissance économique (Sissoko et al., 2024). Il devient impératif pour le Mali de mettre en place des politiques visant à renforcer la stabilité politique et financière, qui sont des conditions sine qua non pour attirer et maintenir les investissements.

Les projections pour les années 2023 et 2024 indiquent une croissance du PIB attendue respectivement à 5,1% et 5,3%, soutenue par la production de coton, l'exploitation minière, notamment du lithium, et la production d'or. L'inflation est prévue en baisse, tandis que la dette publique devrait se stabiliser autour de 53% du PIB (Banque mondiale, 2022). Ces prévisions témoignent de la complexité de la situation économique du Mali et soulignent l'impératif de développer des stratégies économiques adéquates pour améliorer la stabilité et attirer des investissements.

5.3.3. Burkina Faso

Le Burkina Faso, un pays largement dépendant de l'agriculture, est confronté à des défis accrus en raison de sa crise sécuritaire et politique. Les analyses réalisées à l'aide de Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) révèlent une diminution significative des échanges commerciaux, particulièrement dans le secteur aurifère, ainsi qu'un climat d'incertitude préjudiciable à l'accumulation de capital. L'inflation croissante, conjuguée à une réduction des dépenses publiques, a contribué à une diminution de la demande globale (Mignamissi, 2018; Diaw et Guidime, 2013). Face à ces défis, le Burkina Faso se trouve dans l'obligation d'accroître son intégration économique régionale et de mettre en place des politiques fiscales et monétaires adaptatives.

En 2023, le Burkina Faso a connu un ralentissement économique, avec une croissance de seulement 2,5%, imputable principalement à un déclin marqué dans le secteur minier. Cette baisse d'activité a entraîné une contraction du PIB par habitant. Parallèlement, une inflation accrue, notamment dans les prix alimentaires, a été observée. De plus, les révisions dans le calcul du PIB, incluant l'économie informelle, ont conduit à une réévaluation significative de la taille de l'économie burkinabé par rapport aux estimations antérieures. Ces éléments mettent en évidence la complexité de l'économie du Burkina Faso dans le contexte de son retrait de la CEDEAO et des défis économiques actuels.

En conclusion, les analyses basées sur le Modèle d'Équilibre Général Calculable (MEGC) et les données empiriques indiquent que la viabilité économique de l'Alliance des États du Sahel (AES) en dehors de

la CEDEAO est marquée par des défis considérables. Confrontés à des diminutions des échanges commerciaux, à des hausses de l'inflation, et à des ralentissements de la croissance économique, les pays de l'AES doivent surmonter d'importants obstacles dans leur parcours autonome. Néanmoins, ces défis pourraient aussi inciter à une diversification économique et à un renforcement de la coopération intra-AES. La capacité de ces nations à développer des stratégies économiques indépendantes, tout en préservant la stabilité politique et en consolidant les liens régionaux, sera déterminante pour leur succès hors du cadre de la CEDEAO (Diaw et Guidime, 2013; Mignamissi, 2018; Banque mondiale, 2023; Sissoko et al., 2023; World Economics, 2023).

5.4. Résultats du Modèle de Solow-Swan

L'application du modèle de Solow-Swan dans le contexte du retrait des États du Sahel de la CEDEAO offre une perspective éclairante sur la croissance économique à long terme et les effets sur l'accumulation de capital et le progrès technologique pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

5.4.1. Implications sur la Croissance Économique à Long Terme

Le modèle de Solow-Swan met en évidence que la croissance économique à long terme dans ces pays est fortement influencée par l'accumulation de capital et le progrès technologique. Avec la réduction des investissements publics et privés due aux instabilités politiques et aux sanctions économiques, ces pays font face à des obstacles majeurs dans la poursuite de leur croissance économique. Au Niger, par exemple, la projection de croissance du PIB a chuté de 6,9% à 2,3% en 2023 suite au coup d'État et aux sanctions consécutives (Banque mondiale, 2023). Cette tendance est également observée au Mali et au Burkina Faso où les crises politiques et sécuritaires entravent l'investissement et la croissance économique (Sissoko & al. 2023).

5.4.2. Effets sur l'accumulation du Capital et le Progrès Technologique

Le modèle souligne que l'accumulation de capital est essentielle pour le développement économique. Cependant, dans le cas du Niger, les sanctions financières et la fermeture des frontières ont réduit significativement les flux de capitaux et l'investissement dans des secteurs clés, entravant ainsi l'accumulation de capital. Ces défis sont exacerbés par la diminution de l'aide budgétaire extérieure et du financement des projets par les partenaires de développement, réduisant ainsi la capacité du gouvernement à investir dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure (Banque mondiale, 2023; Diaw et Guidime, 2013).

De plus, le progrès technologique, un autre moteur clé de la croissance économique selon Solow, est également compromis. Les investissements en R&D, essentiels pour le progrès technologique, sont susceptibles d'être négligés en raison des contraintes budgétaires et de l'incertitude politique. Cela est particulièrement préoccupant pour des pays comme le Burkina Faso, où la nécessité de moderniser le secteur agricole et de s'adapter aux défis climatiques est cruciale pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté (Mignamissi, 2018).

Il apparaît donc clair que le modèle de Solow-Swan révèle que le retrait de la CEDEAO pose des défis considérables pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso en termes de croissance économique à long terme. L'accumulation de capital et le progrès technologique, deux piliers essentiels de la croissance économique durable, sont significativement affectés par les instabilités politiques et les sanctions économiques. Par conséquent, ces pays doivent envisager des politiques économiques et des stratégies de coopération régionale pour surmonter ces défis et orienter leurs économies vers un chemin de croissance durable et inclusif.

Dans cette perspective, la participation des pays concernés à l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est perçue comme un élément crucial de stabilité économique. En effet, l'appartenance à un espace économique plus intégré tel que l'UEMOA pourrait agir comme un facteur de soutien essentiel pour ces nations (Sissoko & al. 2023). Cependant, il convient de prêter une attention particulière aux spéculations entourant un éventuel retrait de ces pays de la zone du franc CFA, ce qui pourrait entraîner des répercussions économiques significatives.

5.5. Résultats de la Théorie Keynésienne

La théorie keynésienne, appliquée dans le contexte du retrait des États du Sahel de la CEDEAO, offre une perspective précieuse sur l'influence de ce retrait sur la demande globale, l'emploi, ainsi que sur les politiques fiscales et monétaires dans les pays concernés.

5.5.1. Influence sur la Demande Globale

La théorie keynésienne souligne l'importance de la demande globale en tant que moteur de l'activité économique. Dans le cas des pays du Sahel, les sanctions économiques de la CEDEAO ont eu un impact direct sur la demande globale. Au Niger, par exemple, la diminution des exportations et des importations a entraîné une contraction significative de la demande globale, exacerbant ainsi les défis économiques existants (Banque mondiale, 2023). Au Mali, la hausse des coûts de financement sur le marché régional de l'UEMOA et les incertitudes politiques ont également pesé sur la demande globale, limitant les dépenses publiques et l'investissement (Banque mondiale, 2023).

5.5.2. Impact sur l'emploi:

Les politiques keynésiennes reconnaissent un lien étroit entre la demande globale et l'emploi. La réduction de la demande entraîne une baisse de la production, ce qui affecte négativement l'emploi. Dans le contexte du Sahel, les sanctions économiques et la réduction des investissements ont probablement eu un impact négatif sur l'emploi, en particulier dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'industrie extractive. Par exemple, au Burkina Faso, les troubles politiques et sécuritaires ont eu un impact direct sur l'emploi dans le secteur minier, un contributeur majeur à l'économie du pays (Banque mondiale, 2023).

5.5.3. Politiques fiscales et monétaires:

Selon Keynes, les politiques fiscales et monétaires jouent un rôle crucial en période de ralentissement économique. Dans les pays du Sahel, ces politiques sont devenues plus complexes en raison des contraintes imposées par les sanctions financières de la CEDEAO et la diminution des aides extérieures (Ouedraogo, Koté et Sorgho, 2015). Par exemple, le Mali a dû faire face à une hausse des coûts de financement et à une réduction des dépenses publiques, ce qui a limité sa capacité à mettre en œuvre des politiques fiscales et monétaires expansionnistes pour stimuler la croissance (Banque mondiale, 2023). La théorie keynésienne, en mettant l'accent sur la demande globale, l'emploi et les politiques fiscales et monétaires, permet de comprendre les défis économiques auxquels sont confrontés les pays du Sahel suite à leur retrait de la CEDEAO. Les sanctions économiques et les instabilités politiques ont eu des répercussions considérables sur la demande globale, l'emploi et la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces. Ces pays doivent donc envisager des stratégies macroéconomiques adaptatives pour atténuer l'impact négatif sur la demande globale et l'emploi, tout en explorant des options de politique fiscale et monétaire viables pour soutenir la reprise économique et la croissance durable.

5.6. Résultats des enquêtes qualitatives

L'analyse du nuage de mots généré à partir des entretiens qualitatifs de notre étude sur le retrait des États du Sahel de la CEDEAO fournit un aperçu visuel et concentré des thèmes et concepts clés abordés par les participants. Ce nuage de mots, créé en excluant les termes communs pour se concentrer sur les mots spécifiquement pertinents, met en évidence les sujets les plus fréquemment discutés et leur importance relative dans le discours collectif.

Les termes dominants tels que "États du Sahel", "CEDEAO", "Économiques", "Politiques" et "Retrait" soulignent les axes centraux de la discussion. La prééminence de ces mots reflète la focalisation des participants sur les conséquences du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO, en mettant l'accent sur les dimensions à la fois économiques et politiques. Cette préoccupation souligne l'importance perçue de la décision de retrait et ses répercussions sur la dynamique régionale.

6. Discussion des Résultats et Implications

6.1. Discussions

La section de discussion de notre étude sur le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO révèle des implications profondes et diversifiées. En intégrant les perspectives théoriques et empiriques, cette analyse souligne les défis économiques, politiques et sociaux auxquels sont confrontés ces pays. Les modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), la théorie keynésienne, et le modèle de Solow-Swan offrent un cadre pour comprendre l'impact du retrait sur le commerce, la croissance du PIB et la demande globale (Kouassi & Jean, 2024; Banque mondiale, 2023). Ces approches théoriques, étayées par des données empiriques et des entretiens qualitatifs, mettent en lumière l'impact des sanctions économiques et de l'instabilité politique sur les économies des pays de l'AES.

L'importance de la stabilité politique et économique pour la croissance et le développement ressort clairement, soulignant que les troubles politiques et le retrait de la CEDEAO ont exacerbé les défis existants et créé de nouveaux obstacles nécessitant des réponses politiques stratégiques (Rodrik, 2011; Stiglitz, 2002). Certains secteurs, tels que l'or et les télécommunications au Mali, ont montré une certaine résilience, mais ils ne suffisent pas à compenser les perturbations économiques globales (Sissoko et al., 2024).

La nécessité d'une planification stratégique et de réformes adaptatives pour faire face à la nouvelle réalité économique et politique des pays est soulignée. Les scénarios futurs proposés mettent l'accent sur l'importance d'une approche équilibrée entre autonomie et intégration régionale (Baldwin & Venables, 2013; Sachs, 2015). Cette section de discussion contextualise ainsi les résultats de l'étude en les confrontant aux théories économiques, à la littérature existante et aux données empiriques, mettant en évidence la nécessité de politiques bien pensées et cohérentes pour les pays de l'AES.

Sur le plan économique, le retrait des États du Sahel de la CEDEAO a eu des répercussions macroéconomiques considérables. La réduction des échanges commerciaux, particulièrement pour le Niger et le Burkina Faso, a entraîné une baisse des exportations agricoles et des ressources minières, exacerbant la vulnérabilité économique et entravant l'accumulation de capital et le progrès technologique (Mignamissi, 2018; Banque mondiale, 2023). Au Mali, malgré une résilience dans certains secteurs, le resserrement des conditions financières et l'incertitude politique ont posé des défis significatifs (Sissoko et al., 2023).

Du point de vue politique et social, le retrait a induit des changements majeurs. Les incertitudes politiques exacerbent les défis sécuritaires, affectant l'accès aux services de base (Ouédraogo, Koté et Sorgho, 2015). Le réalignment des relations géopolitiques pose des questions sur l'intégration économique régionale et l'efficacité des unions monétaires comme l'UEMOA (Mundell, 1961; Balassa, 1961).

Les groupes vulnérables ont été particulièrement touchés par le retrait. L'impact économique a exacerbé la pauvreté et l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales du Niger (Kouassi & Jean, 2024). La situation au Mali, avec ses défis climatiques et la hausse des coûts alimentaires, souligne la nécessité de renforcer la résilience financière et de mettre en place des mécanismes de financement et d'assurance des risques de catastrophe (Pajank, 2023).

En conclusion, cette discussion met en évidence les implications économiques, politiques et sociales complexes du retrait des États du Sahel de la CEDEAO. L'importance d'une gouvernance stable, d'une coopération régionale efficace et de politiques de protection sociale robustes est cruciale pour assurer un développement durable et inclusif dans la région.

6.2. Implications

Le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO représente un tournant critique non seulement pour les économies de ces pays mais aussi pour la dynamique économique et politique de la région ouest-africaine dans son ensemble. L'analyse des implications de ce retrait souligne une complexité accrue dans les relations régionales et met en évidence les défis et opportunités auxquels ces pays sont confrontés.

Sur le plan économique, le retrait a induit une perturbation significative des échanges commerciaux intra-régionaux. En s'appuyant sur les théories économiques et les modèles d'analyse tels que les Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), le modèle de Solow-Swan et la théorie keynésienne, il est clair que les pays de l'AES sont susceptibles de subir une baisse de leur PIB à court et moyen terme (Solow, 1956; Keynes, 1936). En particulier, la réduction des échanges commerciaux pourrait affecter négativement les secteurs vitaux tels que l'agriculture et l'exportation de ressources naturelles, augmentant ainsi la vulnérabilité de ces économies aux chocs externes (Mignamissi, 2018; Diaw et Guidime, 2013).

Politiquement, le retrait de la CEDEAO peut être interprété comme une quête de souveraineté et d'autodétermination face à des interventions extérieures perçues comme intrusives. Cependant, cette démarche soulève des questions sur la capacité des pays de l'AES à maintenir une stabilité politique et sécuritaire sans le soutien et la coopération régionale offerts par la CEDEAO. La théorie de l'intégration régionale (Balassa, 1961) suggère que l'intégration économique et politique est cruciale pour la stabilité régionale; par conséquent, le retrait pourrait exacerber les tensions régionales et compromettre les efforts de lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans la région du Sahel.

D'un point de vue social, les conséquences du retrait pourraient être particulièrement sévères pour les populations vulnérables. L'augmentation de l'instabilité économique et politique risque d'aggraver les problèmes de pauvreté, de chômage et d'accès aux services de base. Les modèles économiques appliqués indiquent une potentielle augmentation des inégalités et une détérioration des conditions de vie, soulignant la nécessité de politiques sociales adaptatives pour protéger les groupes les plus défavorisés (Adepoju, 2009).

Pour faire face à ces implications, il est impératif pour les pays de l'AES d'adopter une approche multidimensionnelle, axée sur la stabilisation macroéconomique, la diversification économique et le renforcement de la coopération régionale avec d'autres blocs économiques. La création de politiques économiques inclusives, soutenues par des investissements stratégiques dans les infrastructures et le capital humain, est essentielle pour favoriser une croissance durable et réduire la dépendance à des secteurs économiques vulnérables aux chocs externes.

En conclusion, le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO présente à la fois des défis et des opportunités. Pour naviguer avec succès dans ce paysage complexe, une planification stratégique, une gouvernance efficace et une coopération internationale renouvelée sont cruciales. Les implications de ce retrait ne se limiteront pas aux frontières des pays concernés mais auront des résonances régionales et internationales, nécessitant ainsi une attention soutenue de la part des décideurs politiques, des chercheurs et de la communauté internationale (Rodrik, 2011; Acemoglu & Robinson, 2012).

7. Scénarios alternatifs et simulations

Cette section explore différents scénarios économiques post-retrait de la CEDEAO pour les pays du Sahel, en se basant sur des simulations issues de modèles économiques théoriques et de données empiriques. Ces scénarios visent à évaluer la viabilité et les implications potentielles de différentes trajectoires économiques et politiques pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

7.1. Scénario 1 : Réintégration dans la CEDEAO et Stabilisation Politique

Dans le contexte du scénario envisageant la réintégration rapide des pays du Sahel dans la CEDEAO, accompagnée d'une stabilisation politique, il est essentiel de comprendre les implications économiques et politiques d'une telle décision. Les recherches indiquent que les conséquences d'un retrait de la CEDEAO pour les pays du Sahel, particulièrement pour des pays enclavés comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso, seraient considérables. Ces pays dépendent fortement du commerce régional, en particulier avec les pays côtiers de la CEDEAO, pour leurs échanges commerciaux et leurs importations, notamment en termes de denrées alimentaires et d'accès aux ports maritimes (Olivier Walther, geog.ufl.edu, 2024).

La réintégration dans la CEDEAO pourrait permettre de restaurer la libre circulation des personnes, des biens et du capital, crucial pour les économies des pays du Sahel. Cela pourrait stimuler le commerce régional, renforcer les relations économiques avec les pays côtiers et atténuer certains des effets négatifs des sanctions économiques imposées suite aux coups d'État militaires dans ces pays (ECDPM,

ecdpm.org). Néanmoins, cette démarche nécessite une résolution rapide des crises politiques actuelles et un engagement fort envers la gouvernance démocratique et la stabilité régionale.

La réintégration dans la CEDEAO, avec la mise en œuvre de politiques économiques appropriées, pourrait donc être bénéfique pour ces pays en termes de reprise économique et de développement régional. Cela impliquerait aussi une réévaluation des politiques commerciales et de coopération régionale, ainsi que des efforts pour renforcer la gouvernance et la stabilité politique. Pourtant, il est crucial de noter que les dynamiques économiques et politiques au sein de la CEDEAO sont complexes, et toute décision de réintégration devra tenir compte des réalités socio-économiques et politiques régionales actuelles.

7.2. Scénario 2 : Création d'une union monétaire sahélienne

Dans ce scénario, les pays du Sahel envisagent de créer leur propre union monétaire, s'éloignant ainsi de l'UEMOA. L'idée d'une Union Monétaire Sahélienne représente un tournant radical pour les pays du Sahel. La création d'une monnaie commune pourrait, en théorie, offrir une plus grande souplesse dans la gestion de la politique monétaire, en l'adaptant mieux aux besoins spécifiques de chaque économie (Rodrik, 2011). Cette flexibilité pourrait améliorer la compétitivité des exportations des pays de la région, comme le suggère les théories de Mundell (1961) et Balassa (1961) sur les zones monétaires optimales.

Toutefois, ce scénario comporte des défis significatifs. La mise en place d'une union monétaire implique une coordination étroite des politiques fiscales et monétaires entre les pays membres, ce qui peut être difficile à réaliser, en particulier dans une région caractérisée par des instabilités politiques et économiques (Acemoglu & Robinson, 2012). De plus, le passage à une nouvelle monnaie commune pourrait entraîner des problèmes d'inflation et de dévaluation, exacerbant potentiellement les problèmes économiques existants.

Selon une étude de la Banque Africaine de Développement, les unions monétaires nécessitent une convergence économique et une stabilité politique préalables, ainsi qu'une intégration économique régionale poussée (Banque Africaine de Développement, 2023). Dans le contexte actuel du Sahel, où les économies sont peu diversifiées et souvent confrontées à des défis politiques et sécuritaires, la création d'une union monétaire pourrait être risquée.

En résumé, bien que la création d'une Union Monétaire Sahélienne puisse théoriquement offrir des avantages en termes de politique monétaire, les risques associés, notamment l'instabilité monétaire, doivent être soigneusement pesés. Cette démarche nécessiterait une coopération économique et politique étroite entre les pays du Sahel, une convergence économique, ainsi qu'une infrastructure financière robuste pour soutenir la stabilité de la nouvelle monnaie.

7.3. Scénario 3 : Poursuite du retrait avec diversification économique

Dans le scénario de la poursuite du retrait de la CEDEAO avec une stratégie de diversification économique, les pays du Sahel envisagent de se concentrer sur le développement de secteurs économiques alternatifs. Cette démarche viserait à réduire la dépendance à leurs exportations traditionnelles, comme l'agriculture et les matières premières. Selon la théorie keynésienne, une telle stratégie pourrait potentiellement stimuler la demande globale et l'emploi, en particulier si elle est soutenue par des politiques fiscales et monétaires expansionnistes (Keynes, 1936).

Pour réussir dans cette voie, des investissements conséquents dans le capital humain et les infrastructures sont essentiels. L'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences sont cruciaux pour soutenir la croissance de nouveaux secteurs économiques. En outre, la construction et la modernisation d'infrastructures telles que les routes, les ports, et les réseaux de télécommunication sont nécessaires pour faciliter le commerce et l'investissement.

Cependant, cette stratégie n'est pas sans défis. Le développement de nouveaux secteurs économiques nécessite un environnement politique stable et prévisible pour attirer les investissements. Les pays du Sahel, confrontés à des défis sécuritaires et politiques, devront travailler à stabiliser leur environnement politique et à renforcer la confiance des investisseurs.

En outre, la diversification économique prend du temps et nécessite une planification et une coordination stratégiques à long terme.

En résumé, bien que la diversification économique offre une voie prometteuse pour les pays du Sahel suite à leur retrait de la CEDEAO, elle nécessite une planification stratégique, des investissements substantiels, et une stabilité politique pour être efficace.

7.4. Discussions sur la viabilité et les implications

La réintégration des pays de l'AES dans la CEDEAO représente un scénario crucial pour leur reprise économique et la stabilisation commerciale et financière. Cette perspective, bien que prometteuse, est fortement dépendante de la résolution rapide des crises politiques internes et nécessite un engagement ferme envers une gouvernance démocratique et une collaboration étroite avec les autres membres de la CEDEAO (Rodrik, 2011).

En parallèle, la création d'une Union Monétaire Sahélienne offre une alternative intéressante. Ce scénario présente des avantages en matière de politique monétaire, potentiellement mieux adaptée aux besoins économiques spécifiques de chaque pays. Cependant, les risques associés à une telle initiative, comme l'instabilité monétaire et les défis de coordination économique, ne sont pas négligeables et demandent une coopération régionale rigoureuse ainsi qu'une planification économique minutieuse (Acemoglu & Robinson, 2012).

Envisageant une autre voie, le scénario de poursuite du retrait couplé à une stratégie de diversification économique se présente comme une option durable à long terme. Cette approche nécessiterait des investissements significatifs dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie et la technologie, et exigerait une vision stratégique claire ainsi que des politiques de développement cohérentes (Keynes, 1936).

Les scénarios alternatifs, tels que le développement durable et l'innovation technologique, offrent des perspectives innovantes et adaptatives. Leur succès dépend de la capacité des pays à mobiliser des ressources, à établir des partenariats stratégiques, et à mettre en œuvre des réformes efficaces pour stimuler la croissance et améliorer l'accès aux services (Sachs, 2015; Brynjolfsson & McAfee, 2014).

En définitive la viabilité de ces scénarios est tributaire de divers facteurs, dont la stabilité politique interne, la capacité d'implémenter des réformes structurelles, l'accès aux ressources financières et la stabilité géopolitique régionale. Une analyse approfondie et une planification stratégique sont donc essentielles pour naviguer dans le complexe paysage économique et politique de la région (Baldwin & Venables, 2013; Mundell, 1961; Balassa, 1961).

7.5. Recommandations de politiques économiques :

À la lumière des résultats de notre étude sur les conséquences théoriques du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) - Mali, Burkina Faso et Niger - de la CEDEAO, nous proposons les recommandations suivantes, axées sur la stabilisation et le renforcement des économies de ces pays :

Tableau n° 4 : Récapitulatif des recommandations

RECOMMANDATION	DESCRIPTION	RÉFÉRENCES
Renforcement de la Résilience Sectorielle	Concentration sur la diversification économique, notamment dans les secteurs de l'or et des télécommunications au Mali. Investissements ciblés et politiques de soutien pour atténuer les effets des sanctions économiques.	Banque mondiale, 2023
Politiques Monétaires et Fiscales Adaptatives	Mise en place d'une politique monétaire indépendante en cas de sortie de l'UEMOA, création de nouvelles monnaies, gestion de l'inflation et stabilisation monétaire. Conception de politiques fiscales pour stimuler la croissance et améliorer la collecte des recettes.	Rodrik, 2011; Stiglitz, 2002; Acemoglu & Robinson, 2012
Développement du Commerce Intra-régional et International	Encouragement des échanges commerciaux intra-régionaux et développement de nouvelles voies commerciales avec d'autres blocs régionaux pour	Kouassi et Jean, 2024

	compenser la perte des échanges avec les membres de la CEDEAO.	
Investissement dans le Capital Humain	Investissement dans l'éducation et la formation professionnelle, en particulier dans les secteurs porteurs comme l'agriculture, l'industrie extractive et les technologies de l'information.	Mezene et Echoundi, 2019
Stabilisation Politique et Sécuritaire	Travail vers une stabilisation politique et sécuritaire, organisation d'élections démocratiques, lutte contre l'insécurité et le terrorisme.	Adepoju, 2009
Politiques de Protection Sociale	Mise en place de politiques de protection sociale robustes pour soutenir les groupes vulnérables, notamment en cas de chocs économiques ou de crises alimentaires.	Sissoko et Dembele, 2023

Source : Auteurs, 2024

Ces recommandations, bien que faisables, nécessitent une coordination étroite entre les gouvernements, les institutions financières internationales et les acteurs locaux. Leur mise en œuvre implique des défis, notamment la nécessité de financements stables, de réformes politiques et institutionnelles, et d'une gouvernance efficace. L'impact potentiel de ces recommandations, si elles sont bien exécutées, pourrait être significatif, menant à une croissance économique plus stable, une réduction de la pauvreté, et une amélioration de la stabilité politique et sociale dans la région du Sahel.

8. Conclusion

Cette étude, visant à comprendre les impacts économiques, politiques et sociaux du retrait des États du Sahel - Mali, Burkina Faso et Niger - de la CEDEAO, a permis de valider plusieurs hypothèses initiales tout en apportant de nouvelles perspectives sur la complexité des enjeux régionaux.

Concernant l'hypothèse H1, qui postulait que le retrait aurait des conséquences économiques négatives significatives, nos résultats ont confirmé cette prédiction. Les analyses ont montré une réduction des échanges commerciaux, un ralentissement de l'investissement et une baisse de la demande globale, en ligne avec les modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC) et la théorie keynésienne (Keynes, 1936; Banque mondiale, 2023). Par ailleurs, l'hypothèse H2, suggérant que des réalignements géopolitiques pourraient émerger, trouve également une confirmation partielle. Les tensions avec la communauté internationale et les réflexions sur la création d'une monnaie propre témoignent d'une recherche d'autonomie et de nouvelles alliances (Rodrik, 2011; Stiglitz, 2002).

Hypothèse H3 postulait que le retrait de la CEDEAO aurait un impact disproportionné sur les populations vulnérables. Cette hypothèse a été partiellement validée. Nos résultats indiquent que les répercussions économiques, notamment dans le secteur agricole au Niger et les troubles sécuritaires au Burkina Faso, ont exacerbé la vulnérabilité des populations rurales et des déplacés internes. Cette situation est aggravée par la réduction des échanges commerciaux et l'accès limité aux services essentiels (Banque mondiale, 2023; Doe & Fatau, 2021).

Concernant l'hypothèse H4, qui suggérait que le retrait entraînerait une réorientation des politiques économiques vers une plus grande autonomie et diversification, les résultats sont mitigés. Si certains signes de diversification et d'autonomie sont évidents, notamment avec les discussions sur la création d'une monnaie propre, l'instabilité politique et les difficultés économiques actuelles limitent la capacité des pays à mettre en œuvre des stratégies de diversification efficaces (Rodrik, 2011; Stiglitz, 2002).

L'hypothèse H5 supposait que le retrait aurait des implications significatives sur la gouvernance et la stabilité politique des États membres. Cette hypothèse a été confirmée. La crise politique au Niger et au Burkina Faso, ainsi que les incertitudes liées aux transitions politiques, démontrent clairement comment le retrait de la CEDEAO a influencé la gouvernance et la stabilité politique dans ces pays (Adepoju, 2009; Sissoko & Dembele, 2023).

Enfin, l'hypothèse H6 prévoyait que les répercussions économiques du retrait favoriseraient de nouvelles alliances régionales et internationales. Bien que des indications de réalignements géopolitiques et de la

recherche de nouvelles alliances soient observables, les preuves concrètes de la formation de telles alliances restent limitées. Cependant, les dynamiques actuelles indiquent un potentiel pour de telles évolutions à l'avenir (KOUASSI & Jean, 2024; Mezene & Echkoundi, 2019).

L'analyse qualitative, fondée sur les entretiens avec des experts, a enrichi cette compréhension, mettant en évidence la résilience de certains secteurs au Mali et la crise sécuritaire et politique au Burkina Faso, qui modulent les impacts économiques. Ces observations ont des implications politiques majeures, suggérant la nécessité d'approches macroéconomiques ciblées et adaptatives pour chaque pays. Elles soulignent également l'importance de la stabilité politique et des politiques fiscales et monétaires efficaces dans un contexte post-retrait (Diaw & Guidime, 2013; Kouassi & Jean, 2024).

Toutefois, cette étude n'est pas sans limites. La dynamique rapide des situations politiques et économiques dans ces pays peut affecter la pérennité de nos résultats. De plus, l'accès limité à des données à jour et spécifiques à chaque pays a pu restreindre la profondeur de notre analyse.

Pour les recherches futures, il serait pertinent d'explorer davantage les implications de la création de nouvelles monnaies par les pays de l'AES et de suivre l'évolution des politiques économiques et commerciales dans un contexte post-CEDEAO. En outre, une analyse plus approfondie des impacts sur les groupes vulnérables et des stratégies d'atténuation pourrait offrir des pistes concrètes pour des politiques sociales et économiques plus inclusives.

En conclusion, cette étude démontre que le retrait de la CEDEAO par les pays du Sahel est une décision aux multiples facettes, avec des répercussions économiques, politiques et sociales profondes. Les défis identifiés exigent des réponses nuancées et bien informées, tenant compte des spécificités de chaque pays et des dynamiques régionales. En fin de compte, la réussite de ces nations dans leur quête d'autonomie et de stabilité dépendra de leur capacité à naviguer habilement dans un paysage géopolitique en constante évolution.

9. Références :

- (1). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*.
- (2). Adepoju, A. (2009). Les migrations en Afrique de l'Ouest dans le contexte du protocole sur la libre circulation et de l'approche commune de la CEDEAO. *Les régions des migrations ouest-africaines: perspectives africaines et européennes*, 17-50.
- (3). Armstrong, K. A., & Bulmer, S. (2018). *The Governance of the Single European Market*. Articles de presse
- (4). Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology.
- (5). Burkina Faso, Mali, Niger se retirent de la CEDEAO accessible sur <https://www.tdg.ch/cedeo-burkina-mali-niger-se-retirent-de-lorganisation-368702109857>.
- (6). Création de l'Alliance des États du Sahel (AES) : Une alternative à la CEDEAO et au G5 Sahel ou une organisation de trop accessible sur <https://www.maliweb.net/economie/cooperation/creation-de-lalliance-des-etats-du-sahel-aes-une-alternative-a-la-cedeo-et-au-g5-sahel-ou-une-organisation-de-trop-3036690.html>
- (7). Creswell, J. W. (2013). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approach*.
- (8). Dhingra, S., & Sampson, T. (2016). Life after Brexit: What are the UK's options outside the European Union?
- (9). Diaw, A., & Guidime, D. C. (2013). Une analyse dynamique des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34(1), 37-53.
- (10). Fakaba SISSOKO, E. ., DIAWARA, D. S. ., BALLO, I. ., O. TRAORE, A. ., & DEMBELE, K. . (2024). ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT : Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023). *Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De l'audit* , 7(4), 224- 249.

- (11). Field, A. (2009). Discovering statistics using SPSS.
- (12). Kohnert, D. (2024). Perspectives et défis pour l'exportation de terres rares d'Afrique subsaharienne vers l'UE.
- (13). KOUASSI, D. S. É., & Jean, G. I. M. T. (2024). Le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO est-il un instrument au service de la diversification des exportations des pays membres?. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(1).
- (14). Le Mali, le Burkina Faso et le Niger quittent la Cedeao, la région ébranlée accessible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/29/le-mali-le-burkina-faso-et-le-niger-quittent-la-cedeao-la-region-ebranlee_6213690_3212.html.
- (15). MEZENE, M., & Echkoundi, M. (2019). L'INTEGRATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS DE LA CEDEAO: A L'HEURE D'UNE MONNAIE UNIQUE ECONOMIC INTEGRATION BETWEEN THE ECWAS STATES: AT THE TIME OF A SINGLE CURRENCY. *Finance & Finance Internationale*, (15).
- (16). Mignamissi, D. (2018). Monnaie unique et intégration par le marché en Afrique: le cas de la CEEAC et de la CEDEAO. *African Development Review*, 30(1), 71-85.
- (17). Oliver, T. (2016). Brexit: Causes and Consequences.
- (18). Ouédraogo, C., Koté, A., & Sorgho, Z. (2015). La mobilité des capitaux en Afrique de l'Ouest: investigation avec les pays de la CEDEAO. *Document de travail*, 2015(06), 01.
- (19). Retrait du Mali, Burkina Faso, Niger de la Cédéao : ce qu'il faut savoir accessible sur <https://information.tv5monde.com/afrique/retrait-du-mali-burkina-faso-niger-de-la-cedeao-ce-quil-faut-savoir-2706985>.
- (20). Rodrik, D. (2011). The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy.
- (21). Sebeogo, M., & Gbaguidi, O. (2020). Chapitre III Dynamique de la coopération économique et commerciale entre les pays de la CEDEAO et l'UMA: Cas du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie1. *Zone de libre-échange continentale et intégration régionale en Afrique*, 81.
- (22). SISSOKO, E. F., & al. (2024). SÉCURITÉ OU DÉVELOPPEMENT?: Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 5(1).
- (23). Sissoko, E. F., & DEMBELE, K. (2023). ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CEDEAO EN 2022: Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(12).
- (24). SISSOKO, E. F., DIAWARA, D. S., BALLO, I., TRAORE, A. O., & DEMBELE, K. (2023). ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT: Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023). *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 7(4).
- (25). SISSOKO, E. F., GUINDO, L. A., & TRAORE, A. L. (2024). The Post-ECOWAS Economy: Challenges and Opportunities for Mali, Burkina Faso, and Niger. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(1), 289-307.
- (26). SISSOKO, E.F. 2023. LES DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ MALIEN : Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. 6, 4 (Nov. 2023). 1374 - 1396
- (27). Stiglitz, J. E. (2002). Globalization and its Discontents.
- (28). TRAORÉ, A. Z. DE LA REPRESENTATION DE QUELQUES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU MALI ENTRE 2012 ET 2022.
- (29). Yin, R. K. (2003). Case study research: Design and methods.